

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves
BARACK OBAMA ET
KAMALA HARRIS
ENTRENT EN PISTE

L'ancien président Barack Obama et la sénatrice Kamala Harris s'exprimaient hier dans le cadre de la convention nationale démocrate, ces deux personnes étant probablement les plus à même d'aider Joe Biden à remporter la Maison Blanche. Cette double prise de parole a été un temps fort de la grand-messe démocrate, organisée totalement en ligne dans un centre de conférences de Milwaukee dépourvu de militants.

**NIGERIA : ATTAQUES
JIHADISTES DANS LE
NORD-EST**

Des combattants présumés du groupe jihadiste Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap) ont envahi mardi dernier une ville du nord-est du Nigeria, prenant en otages des centaines de civils, poursuivant leur stratégie de prise de territoire et de contrôle des populations civiles dans la région du lac Tchad. "Des terroristes de l'Iswap ont pris le contrôle de Kukawa (dans la région du lac Tchad) mardi soir, et ont pris en otages des centaines de civils", a expliqué Babakura Kolo, chef d'une milice civile.

**LIBYE : RÉOUVERTURE
DES TERMINAUX
PÉTROLIERS**

Des groupes fidèles à l'homme fort de l'Est de la Libye, Khalifa Haftar, ont annoncé la levée du blocus imposé sur les champs et terminaux pétroliers depuis des mois, qui va permettre d'approvisionner les centrales électriques, selon un responsable militaire pro-Haftar. La réouverture des champs et des ports "permettra d'utiliser le brut stocké dans les terminaux pétroliers pour approvisionner les centrales électriques en gaz et soulager les citoyens

Mali : un coup d'Etat qui passe mal

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Alors que le président de la République du Mali, Ibrahim Boubacar Keita (IBK) a été déposé mardi dernier en soirée par les militaires, la communauté internationale a accentué hier la pression sur ces derniers. Les Etats-Unis, l'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA) réclamant la libération "immédiate" du président Ibrahim Boubacar Keita, toujours détenu au camp de Kati au lendemain de son arrestation par l'armée.

Ainsi, après un sommet extraordinaire de l'UE, les 27 ont réclamé le "retour immédiat de l'état de droit" au Mali. "La stabilité de la région et du Mali, la lutte contre le terrorisme doivent demeurer des priorités absolues", a déclaré le président du Conseil de l'UE, Charles Michel, soulignant "l'extrême préoccupation" de l'Europe. Ensuite, les Etats-Unis ont fermement condamné "la mutinerie du 18 août au Mali comme nous condamnerions toute prise de pouvoir par la force", a déclaré le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, sans parler de coup d'Etat. Appelant à "oeuvrer au rétablissement d'un gouvernement constitutionnel".

Dans la même dynamique, le président en exercice de l'Union africaine (UA), le Sud-Africain Cyril Ramaphosa, a également condamné le "changement inconstitutionnel" de régime à Bamako et "exigé la libération immédiate du président, du Premier ministre et des autres ministres" toujours aux mains des militaires, appelant l'armée à "rentrer dans les casernes". En ce sens, l'Algérie, partageant 1 400 km de frontières avec le Mali, a réitéré "son ferme rejet de tout changement anticonstitutionnel de gouvernement". Le Maroc, partenaire du Mali, s'est dit "attaché à la stabilité de ce pays". Et l'organisation des nations unies n'était pas en reste dans la condamnation de ce coup d'Etat.

Hier encore, le président Keita et le chef du gouvernement, Boubou Cissé, étaient toujours au camp militaire de Kati, le quar-



Les membres de la Junte au cours de leur première réunion

tier général des auteurs du coup d'Etat près de Bamako. D'autres responsables civils et militaires ont également été arrêtés mardi dernier. Par contre, à Bamako, le calme régnait hier. Dans le centre

de la ville, la population vaquait à ses occupations, mais les administrations et les banques étaient fermées.

De leur côté, le porte-parole des putschistes, le colonel-major Is-

maël Wagué, a annoncé la création du Comité national pour le salut du peuple" afin de "prendre (leurs) responsabilités" face au chaos, à l'anarchie, à l'insécurité et à l'insécurité.

Le colonel Assimi Goita, le nouvel homme fort



Colonel Assimi Goita, le nouvel homme fort du Mali.

J.O.
Libreville/Gabon

C'est hier en après-midi que les choses se sont éclaircies au sujet de celui-ci qui dirigeait le pays après la chute du président Ibrahim Boubacar Keita. Tant la confusion était grande pendant plus de

24 heures après les événements qui ont plongé le Mali dans une situation politique incertaine. Ainsi, le colonel Assimi Goita a déclaré être le chef de la junte qui a renversé la veille le président démocratiquement élu, Ibrahim Boubacar Keita. Devenant le nouvel homme fort du

Mali déjà plongé dans une crise sécuritaire. "Je me présente : je suis le colonel Assimi Goita, le président du Comité national pour le salut du peuple", a-t-il déclaré après une réunion avec les secrétaires généraux des administrations. L'officier supérieur était apparu à la télévision dans la nuit de mardi à mercredi dernier lors de l'annonce par un groupe de militaires de la création de ce comité qui a poussé à la démission le président Keita, mais il n'avait pas pris la parole.

Dans les prochaines heures, la composition de la nouvelle junte au pouvoir devrait être connue. Toutefois, malgré leur volonté affichée de céder le pouvoir aux civils après une brève transition, les militaires, dont le coup d'Etat a été unanimement condamné, ne donnent aucun gage de stabilité politique.

En tous les cas, les lendemains de ce pays, déjà instable, sont loin de constituer un long fleuve tranquille au point de donner raison aux plus optimistes.

Photo: DR

Photo: DR